



Le Parti communiste français exprime de nouveau sa plus vive émotion après la mort de Quentin Deranque survenue à Lyon à la suite de violences inadmissibles et d'un lynchage odieux qui a coûté la vie à cet homme en marge d'une conférence à Sciences-Po. Toute justification ou relativisation de ce crime abject, au regard des idées ou actes de la victime, est inacceptable.

CONTACT
YERRES
06 99 22 93 00
Bernard

C'est à la justice d'identifier et de condamner sévèrement ses responsables, son travail devant être scrupuleusement respecté, loin de toute conclusion hâtive et de toute récupération partisane. Nous refusons avec la plus grande fermeté toute instrumentalisation de ce drame visant à banaliser l'extrême droite, discréditer la gauche en l'assimilant à l'action de groupes violents ou détourner l'attention des urgences sociales et démocratiques.

Le PCF dénonce la violence comme méthode politique. Elle tourne le dos à notre idéal humaniste et constitue un piège. Elle nourrit l'escalade, obscurcit les responsabilités réelles et détourne des combats sociaux et démocratiques qui doivent se mener sur le terrain des idées et de l'action collective organisée. Chaque vie perdue dans un contexte de violence politique est un échec pour la démocratie et pour la République. Cela a été le cas notamment ces dernières années de Clément Meric et de Federico Martín Aramburú, morts sous les coups de l'extrême droite.

Nous condamnons les dérives de certains groupes se réclamant de l'antifascisme lorsqu'ils emploient eux-mêmes les méthodes que l'extrême droite développe depuis des décennies : organisation de milices, violences de rue, perturbations de débats ou de manifestations de salariés. Les militants du PCF et leurs locaux sont, à ce titre, régulièrement pris pour cible par l'extrême droite ou par ces groupes.

Notre parti, fort de son engagement dans les luttes actuelles, héritier d'une longue histoire politique et du lourd tribut payé par ses militant·es dans le combat contre l'extrême droite ou le colonialisme appelle nos concitoyennes et concitoyens et toutes les forces à une mobilisation sociale et démocratique de grande ampleur.

L'action de groupes se complaisant dans le recours à la violence ne saurait être assimilée à l'engagement héroïque des résistantes et résistants dans une France occupée par les nazis dans laquelle toutes les voies légales et démocratiques de lutte avaient été supprimées par le régime de Vichy.

La lutte contre l'extrême droite ne se gagnera pas par des actions minorisantes dans des affrontements entre groupes organisés pour la violence. Ces actions conduisent en effet à une exacerbation des tensions utilisée par l'extrême droite pour encourager la multiplication des ratonnades ou l'organisation de milices contre les migrants conduisant là aussi à des victimes, à des meurtres. Il ne peut, de ce point de vue, y avoir d'indignation à géométrie variable.

La lutte contre l'extrême droite progressera par une action de masse des travailleurs et travailleuses et des forces démocratiques, par une lutte sociale et politique dans les entreprises, les quartiers, par le renforcement des syndicats et partis qui combattent son projet raciste, xénophobe et par les urnes.

Le PCF continuera, pour sa part, à combattre la loi du plus fort et à agir pour la défense de l'État de droit et l'extension de la démocratie, de la justice sociale, le respect des droits individuels et collectifs, pour une République sociale, laïque et fraternelle, seule capable d'offrir une issue démocratique à un système capitaliste en crise profonde.

Il appelle toutes les forces républicaines à organiser collectivement et en toute responsabilité le débat et l'action démocratiques, à condamner sévèrement tout appel à la haine, à la violence, à la stigmatisation d'une partie de nos concitoyens en fonction de leur origine ou de leur genre, permettre le débat contradictoire et protéger les droits et libertés.

Paris, le 19 février 2026

Parti communiste français.